

**Société
d'habitation**

Québec 

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2016-2017**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**

PROGRAMME 7 - HABITATION

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVRIL 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle

Société d'habitation du Québec

N°	Titre	Page
1.	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016.	1
2.	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016.	3
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses.	5
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.).	7
5.	La liste des dépenses en formation de communication Organisée par le ministère ou l'organisme, par un professionnel ou une firme externe.	9
6.	La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.	11
7.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme.	13
8.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.	15
9.	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.	17
10.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016.	19
11.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement.	21
12.	Chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.	23
13.	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de certaines dépenses.	25

N°	Titre	Page
14.	Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie.	27
15.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation).	29
16.	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction, le nombre de départs à la retraite et de remplacements.	47
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016.	49
18.	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.	51
19.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016.	53
20.	Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.	55
21.	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.	57
22.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	59
23.	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.	61
24.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.	63
25.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016.	65
26.	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	67
27.	Chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels).	69
28.	Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs.	71
29.	Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.	73

N°	Titre	Page
30.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016.	75
31.	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016.	77
32.	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	79
33.	La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	81
34.	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.	83
35.	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.	85
36.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.	87
37.	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	89
38.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	91
39.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	93
40.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	95
41.	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?	97
42.	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels?	99

N°	Titre	Page
43.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	101
44.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	103
45.	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	105
46.	Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.	107
47.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	109
48.	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	111
49.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.	113
50.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	115
51.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	117
52.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	119
53.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.	121
54.	Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.	123
55.	Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.	125
56.	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	127
57.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale et les indemnités de retraite.	129

N°	Titre	Page
58.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	131
59.	Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014.	133
60.	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.	135
61.	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016.	137
62.	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle.	139

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016

Date	Endroit	Intervenants	Personnes rencontrées	Objectifs	Coût total du voyage
Avril 2015 (27 au 1 ^{er} mai)	Winnipeg (Manitoba)	M. François Therrien, vice-président aux Programmes et aux opérations M. Julien Bédard, adjoint à la directrice et conseiller en affaires intergouvernementales	M ^{me} Jody Ciufu, directrice générale de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine M ^{me} Brigitte Witkowski, présidente du conseil d'administration de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine Les sous-ministres, sous-ministres adjoints et/ou directeurs responsables du logement du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires représentés au Congrès (à l'occasion d'une rencontre privée) Les membres du conseil d'administration de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (à l'occasion d'une rencontre privée où l'ensemble des représentants des provinces et territoires étaient invités)	Participer au 47 ^e Congrès de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine, en : - présentant l'expertise québécoise, c'est-à-dire les résultats des deux phases de l'Étude d'impacts des activités de la SHQ réalisée par la firme AECOM; - représentant la SHQ d'un point de vue institutionnel aux cérémonies de clôtures, dans le contexte où la SHQ et la Ville de Montréal sont les hôtes du Congrès 2016 de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine.	4 507,21 \$
Novembre 2015 (22 au 25)	Ottawa (Ontario)	M ^{me} Évelyne Mbouemboue Makouet, chef de service par intérim	M. Duncan Hill, gestionnaire, Recherche sur les besoins en matière de logement, Société canadienne d'hypothèques et de logement M. John Sawyer, gestionnaire, Unité des initiatives stratégiques, ministère des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario M ^{me} Sonia Pitre, Développement des compétences Canada M ^{me} Janet Kreda, chercheuse principale, Société canadienne d'hypothèques et de logement M ^{me} Émmanuelle Demar, économiste, chargée de projet, firme AECOM	Participer à la réunion du Comité national de recherche sur le logement. Présenter l'étude d'impacts des activités de la SHQ en collaboration avec la firme AECOM.	376,27 \$

Date	Endroit	Intervenants	Personnes rencontrées	Objectifs	Coût total du voyage
Février 2016 (24 et 25)	Ottawa (Ontario)	M. Guy Robichaud, ingénieur	M. James Lascelle - Analyste junior - Polar Knowledge Canada – Savoir polar Canada M ^{me} Julia Purdy, ingénieure de recherche - CANMET Énergie - RNCan M. Meli Stylianou, Gestionnaire - R&D Bâtiments résidentiels et commerciaux - CANMET Énergie - RNCan M. Mike Swinton - Agent de recherche principal - Construction - Conseil national de recherches Canada (CNRC)	Participer à un atelier de travail sur l'habitation nordique.	445,24 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

Données au 29 février 2015.

QUESTION 2

POUR CHACUN DES VOYAGES FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2015-2016 :

- A) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- B) Les coûts ventilés;
- C) Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- D) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

A) DATE	A) ITINÉRAIRE	D) INTERVENANTS	B) COÛTS
27 avril 2015	Québec – Montréal - Winnipeg	Monsieur François Therrien Vice-président aux programmes et aux opérations	1 929,12 \$
1 ^{er} mai 2015	Winnipeg – Montréal - Québec		

A) DATE	A) ITINÉRAIRE	D) INTERVENANTS	B) COÛTS
2 septembre 2015	Québec – Montréal - Inukjuak	Monsieur Michel Gagnon Président-directeur général Monsieur Pierre Rivard Président du conseil d'administration	3 185,38 \$
3 septembre 2015	Inukjuak – Montréal - Québec		

A) DATE	A) ITINÉRAIRE	D) INTERVENANTS	B) COÛTS
8 décembre 2015	Québec – Wabush – Kuujuaq - Aupaluk	Monsieur François Therrien Vice-président aux programmes et aux opérations	1 661,62 \$
9 décembre 2015	Aupalak – Kuujuaq – Wabush - Québec		

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 17).

QUESTION 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- A) La ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
- B) Les noms des firmes de publicités retenues;
- C) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- D) Les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- E) Le but visé par chaque dépense;
- F) Dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- G) Le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Description des activités	Dépenses 2015-2016
PUBLICITÉS (entente gouvernementale) <ul style="list-style-type: none"> • Centre de services partagés du Québec (parution dans le Journal de Québec, le Journal de Montréal et dans The Montreal Gazette le 12 septembre 2015) 	6 248,08 \$
ARTICLES PROMOTIONNELS <ul style="list-style-type: none"> • Aucun 	0,00 \$
PARTENARIATS (entente de partenariat) <ul style="list-style-type: none"> • Association de la construction du Québec • Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec • Coalition d'aide aux victimes de la pyrrhotite • Confédération québécoise des coopératives d'habitation • Fondation Rues principales • Les pincesaux d'Or 	1 500,00 \$ 3 000,00 \$ 15 000,00 \$ 1 000,00 \$ 20 000,00 \$ 8 000,00 \$
COMMUNIQUÉS DE PRESSE (appel d'offres public du gouvernement du Québec) <ul style="list-style-type: none"> • CNW Telbec 	362,81 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

Données au 29 février 2016.

QUESTION 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- A) Les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- B) Le but visé par chaque dépense;
- C) Le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- D) Les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- E) Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- F) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- G) La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- H) Le but visé par chaque dépense;
- I) Le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

<u>Type d'événement</u>	<u>Coût global</u>
Conférences de presse	16 103,53 \$
Organisation d'événements	47 612,60 \$

Données au 29 février 2016.

QUESTION 5

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A) Les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- B) Le but recherché par chaque dépense;
- C) Nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

ORGANISÉE PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :

- D) Les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- E) Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- F) Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- G) La liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- H) Le but visé par chaque dépense;
- I) Nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

DÉPENSES 2015-2016	NOM DU FOURNISSEUR	BUT VISÉ
375,00 \$	Accent Formation	Améliorer ses compétences en français écrit
1 900,00 \$	Les Conseiller Acti-Communications Inc.	Améliorer ses compétences en français écrit
395,00 \$	Centre de leadership et de développement des compétences	Améliorer ses compétences en français écrit

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

Données au 29 février 2016.

QUESTION 6

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :

- A) Les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;**
- B) Le but visé par chaque dépense;**
- C) La nature de la formation;**
- D) Les personnes concernées.**

Aucun au 29 février 2016.

QUESTION 7

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, EXCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2015-2016, EN INDIQUANT :

- A) Les noms du professionnel ou de la firme;
- B) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- C) Le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- D) La date d'octroi du contrat;
- E) Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- F) L'échéancier;
- G) Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT *	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Alia conseil inc.	Services professionnels pour la préparation et l'animation d'ateliers de réflexion sur la révision de la structure organisationnelle de la Vice-présidence aux opérations et programmes	0 \$	Gré à gré
Bla bla rédaction S.E.N.C.	Services professionnels pour la révision linguistique de documents d'information pour la SHQ	1 700 \$	Gré à gré
École de technologie supérieure	Formation contrats, obligations et litiges en construction	5 276 \$	Gré à gré
Forêt Montmorency faculté de foresterie et de géométrie Université Laval	Services professionnels pour réviser et harmoniser les sections portant sur les fondations dans le projet de guide de bonnes pratiques pour la construction d'habitations au Nunavik	5 500 \$	Gré à gré
Gestion conseils Sébastien Couture inc.	Gestion du projet d'implantation de SAGIR 3	20 560 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2016-2017
Société d'habitation du Québec (SHQ)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT *	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Gestion de collections informatisées inc. (GCI)	Renouvellement de GCI, utilisé pour la gestion des mandats, pour la période du 22 mai 2015 au 21 mai 2016.	3 571 \$	Gré à gré
Groupe Altus	Services professionnels en évaluation immobilière	5 405 \$	Gré à gré
Groupe Altus	Services professionnels en évaluation immobilière	3 200 \$	Gré à gré
Groupe Ortam inc.	Services professionnels pour la réalisation d'une étude environnementale complémentaire (amiante et sols contaminés)	6 866 \$	Appel d'offres sur invitation
Mondo IN inc.	Installation et configuration de PortFolio (version 7.9) pour le projet de rehaussement d'infrastructure de postes de travail	5 000 \$	Gré à gré
Réseau D.O.F. inc.	Services professionnels pour le programme des habiletés de leadership de gestion	13 929 \$	Gré à gré
SPL Évènements	Location d'équipement sonore et audiovisuel incluant la main-d'œuvre et le transport lors du Rendez-vous de l'habitation le 23 novembre 2015	9 675 \$	Appel d'offres sur invitation
Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Réalisation d'un sondage téléphonique auprès des ménages québécois	19 800 \$	Appel d'offres sur invitation

* Données au 29 février 2016.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION 8

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2015-2016 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU UN AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

- A) Le nombre d'autorisations;**
- B) Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;**
- C) Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;**
- D) Le montant accordé;**
- E) Les motifs de la demande;**
- F) Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.**

Mode d'octroi du contrat	Soumission publique
Motif de la demande	Maintien en place pour trois mois supplémentaires de ressources pour des activités nécessaires et inévitables au maintien du fonctionnement de certains des systèmes de mission de la SHQ supportant la gestion des programmes de subvention du logement social et fonctionnant sur la plateforme centrale. Ces applications touchent notamment le traitement de la fin des conventions relatives aux habitations à loyer modique et du financement par le gouvernement fédéral.
Nom du fournisseur	GDG Informatique et Gestion inc.
Coûts additionnels autorisés	390 000 \$ (portant le montant accordé de 2 180 570 \$ à 2 570 570 \$)

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

QUESTION 9

LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A) La liste des soumissions et le montant de chacune;
- B) La grille d'évaluation des soumissions;
- C) La justification du choix du soumissionnaire retenu;
- D) Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- E) Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

DESCRIPTION	SOUSSIONNAIRE	MONTANT	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUSSIONNAIRE RETENU
Spécialiste de la suite financière Oracle : entretien de systèmes	Les Services Conseils Systématix inc.	345 807 \$	Meilleur résultat qualité prix
	Fujitsu Conseil (Canada) inc.	438 900 \$	
Services professionnels pour la réalisation de travaux d'évolution et d'entretien de systèmes centraux	Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	1 567 612,20 \$	Meilleur résultat qualité prix
	GDG Informatique et Gestion inc.	1 746 360,00 \$	
Services professionnels pour la réalisation de travaux en gestion de portefeuille, architecture d'affaires, architecture de données et support au pilotage	GDG Informatique et Gestion inc.	1 233 963,50 \$	Meilleur résultat qualité prix
	R3D Conseil inc.	1 261 960,00 \$	
	Société Conseil Lambda inc.	1 409 170,00 \$	
	Levio Conseils	Soumission non retenue Enveloppe de prix non ouverte	
	Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Soumission non retenue Enveloppe de prix non ouverte	
Services professionnels pour la réalisation de travaux de développement avec l'environnement Oracle APEX	Momentum Technologies inc.	2 003 807,40 \$	Meilleur résultat qualité prix
	GDG Informatique et Gestion inc.	2 157 834,00 \$	
	Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	2 295 858,18 \$	
Réalisation de travaux en gestion de projets technologiques, migration de plateforme, architecture technologique, technologies et sécurité	Groupe Alithya inc.	955 850,00 \$	Meilleur résultat qualité prix
	GDG Informatique et Gestion inc.	1 110 900,00 \$	
	Fujitsu Conseil (Canada) inc.	1 097 824,00 \$	
	Société conseil Groupe LGS	1 149 750,00 \$	
	Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	1 256 940,44 \$	
Services professionnels pour la réalisation de travaux en administration de réseau Novell et paquetage logiciel	Les Solutions Victrix inc.	428 400,00 \$	un seul soumissionnaire conforme, admissible et acceptable

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Données au 29 février 2016.

QUESTION 10

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2015-2016, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- A) Les noms du professionnel ou de la firme;**
- B) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**
- C) Le coût;**
- D) L'échéancier;**
- E) Dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 11

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016 :

- A) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- B) Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);**
- C) Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- D) Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- E) Une description de son mandat;**
- F) La date de début de son contrat;**
- G) La date prévue de fin de son contrat;**
- H) Sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION 12

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- A) Le nom du projet;**
- B) La nature du projet;**
- C) L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);**
- D) Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;**
- E) Les plus récentes évaluations du coût du projet;**
- F) Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;**
- G) L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;**
- H) Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;**
- I) Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;**
- J) Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;**
- K Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.**
- L) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.**

Un seul projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié en 2015-2016 :

- A) Le nom du projet :
Refonte Aide financière.
- B) La nature du projet :
Ce projet a pour but de mettre en place une nouvelle solution informatique supportant le processus de demande d'aide financière pour les projets en habitation communautaire. Le chiffrier Excel actuellement utilisé par les partenaires et la Direction de l'habitation communautaire constitue le principal intrant du système de suivi administratif des programmes de l'habitation communautaire développé avec les outils Oracle.

L'outil Excel actuel ne répond pas à plusieurs besoins et présente des limites importantes (capacité d'évolution, problèmes fonctionnels, problèmes techniques, sécurité, et intégrité des données).
- C) L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :
Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- D) Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :
583 700 \$ pour l'ensemble du projet.
- E) Les plus récentes évaluations du coût du projet :
Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- F) Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière :
- 253 200 \$.
- Ventilés par année financière
2015-2016 : 210 300 \$
- G) L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :
- Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- H) Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :
- Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- I) Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :
- 44 %.
- J) Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :
- Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- K) Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants :
- Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- L) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics :
- Il n'existe pas de logiciels libres qui puissent répondre aux particularités des demandes d'aide financière pour les projets en habitation communautaire.

Données au 31 janvier 2016.

QUESTION 13

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2015-2016 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- A) La photocopie;
- B) Le mobilier de bureau;
- C) L'ameublement;
- D) La décoration et l'embellissement;
- E) Le distributeur d'eau de source;
- F) Le remboursement des frais de transport;
- G) Le remboursement des frais d'hébergement;
- H) Le remboursement des frais de repas;
- I) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- J) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a. Au Québec;
 - b. À l'extérieur du Québec.

	Dépenses 2015-2016 (en \$)
A) Multifonctions et reprographie	112 824,16
B) et C) Mobilier de bureau incluant l'ameublement	4 420,29
D) Décoration et embellissement	0,00
E) Distributeur d'eau de source	0,00
F) Frais de transport	112 545,65
G) Frais d'hébergement	60 218,38
H) Frais de repas	35 082,73
I) Frais d'alcool et de fêtes	1 571,73
J) Perfectionnement, congrès et colloques	
a. Au Québec	90 421,32
b. À l'extérieur du Québec	4 883,48

Données au 29 février 2015.

QUESTION 14

SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2015-2016 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS) DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A) Le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;**
- B) Le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);**
- C) Le nombre de téléavertisseurs utilisés;**
- D) Les coûts d'acquisition des appareils;**
- E) Le coût d'utilisation des appareils;**
- F) Le coût des contrats téléphoniques;**
- G) Les noms des fournisseurs;**
- H) Le nombre de minutes utilisées;**
- I) Les ordinateurs portables;**
- J) Le nombre d'ordinateurs portables utilisés;**
- K) Le coût des frais d'itinérance;**
- L) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu.**

A) Le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés :

114 téléphones.

B) Le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres)

I) Les ordinateurs portables :

117 tablettes électroniques et ordinateurs portables.

C) Le nombre de téléavertisseurs utilisés :

Aucun.

D) Les coûts d'acquisition des appareils :

18 487,73 \$.

E) Le coût d'utilisation des appareils :

240,73 \$ au 31 janvier 2016.

F) Le coût des contrats téléphoniques :

33 956,25 \$.

G) Les noms des fournisseurs :

Rogers Direct (réseau Rogers) et B-Tel (réseau Bell).

H) Le nombre de minutes utilisées :

77 205 minutes au 31 janvier 2016.

J) Le nombre d'ordinateurs portables utilisés :

98.

K) Le coût des frais d'itinérance :

24,35 \$.

L) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu :

580 \$.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

Données au 29 février 2016.

QUESTION 15

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION)

Voir pages suivantes.

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS.

**Employés réguliers en poste au 29 février 2016
35 ans et plus**

CATÉGORIE D'EMPLOI	SELON LE SEXE		SELON L'APPARTENANCE À UN GROUPE-CIBLE ¹								
	HOMMES	FEMMES	PERSONNES HANDICAPÉES		MEM. COMMUNAUTÉ CULTURELLE		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES		
	NOMBRE	NOMBRE	H	F	H	F	H	F	H	F	
Administrateur d'État	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cadres supérieurs	7	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	91	78	2	0	8	10	0	1	1	0	0
Fonctionnaires / Ouvriers	15	71	0	0	0	6	0	0	0	0	0

1. Selon un recensement basé sur une identification volontaire dans le cadre du Programme d'accès à l'égalité.

B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS.

Employés réguliers en poste au 29 février 2016

35 ans et moins

CATÉGORIE D'EMPLOI	SELON LE SEXE		SELON L'APPARTENANCE À UN GROUPE-CIBLE ¹							
	HOMMES	FEMMES	PERSONNES HANDICAPÉES		MEM. COMMUNAUTÉ CULTURELLE		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	NOMBRE	NOMBRE	H	F	H	F	H	F	H	F
Administrateur d'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cadres supérieurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	25	23	0	0	2	1	0	0	1	0
Fonctionnaires / Ouvriers	3	4	0	0	1	0	0	0	0	0

1. Selon un recensement basé sur une identification volontaire dans le cadre du Programme d'accès à l'égalité.

C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL.

Catégorie d'emploi	TOTAL
Administrateurs d'État	15,0
Cadres	85,5
Professionnels	1 372,0
Fonctionnaires/Ouvriers	751,5
TOTAL	2 224,0

Données au 18 mars 2016, excluant les étudiants et stagiaires.

D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI.

Catégorie d'emploi	- de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +
Administrateurs d'État	1	1	1	0
Cadres	6	8	4	0
Professionnels	60	89	37	33
Fonctionnaires / Ouvriers	45	36	13	7

Notes :

- Données au 18 mars 2016.
- Exclut les étudiants et stagiaires.
- La valeur estimée n'est pas une information disponible.

E) LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.

TOTAL NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES		NOMBRE D'HEURES PAYÉES		MONTANT PAYÉ		NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES		VALEUR MONÉTAIRE DES HEURES COMPENSÉES	
Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.
255,56	1 832,04	112,78	471,04	4 632,24 \$	23 068,04 \$	142,78	1 361,00	5 361,29 \$	58 325,66 \$

Données au 18 mars 2016, excluant les étudiants et stagiaires.

F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.

Catégorie d'emploi²	TOTAL
Administrateurs d'État	30,0
Cadres	458,5
Professionnels	4 753,0
Fonctionnaires/Ouvriers	2 190,0
TOTAL	7 431,5

Données au 18 mars 2016, excluant les étudiants et stagiaires.

G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI.

Catégorie d'emploi	- de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +
Administrateurs d'État	3	0	0	0
Cadres	10	8	0	0
Professionnels	153	63	3	0
Fonctionnaires / Ouvriers	68	33	0	0

Notes :

- Données au 18 mars 2016.
- Exclus les étudiants et stagiaires.
- La valeur estimée n'est pas une information disponible.

Étude des crédits 2016-2017
Société d'habitation du Québec (SHQ)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

J) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS).

Année financière	Cadres supérieurs		Cadres juridiques		Cadres intermédiaires		Professionnels		Fonctionnaires/Ouvriers	
	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl
2015-2016 ¹	20	1	1	0	0	0	188	29	79	14

1. Au 29 février 2016

K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR.

Année financière	Expert	Émérite	Total ²
2015-2016 ¹	40	2	42

1. Au 29 février 2016

2. Excluant les ingénieurs.

L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.

2015-2016 : 20 employés (données au 4 mars 2016)

M) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS).

Année financière	Cadres supérieurs		Cadres juridiques		Cadres intermédiaires		Professionnels		Fonctionnaires/Ouvriers		Total ²
	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	
2015-2016 ¹	20	1	1	0	0	0	193	30	102	18	365

1. Au 29 février 2016

2. Incluant tous les types de postes occupés par le personnel régulier, occasionnel et étudiant.

N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

O) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2016-2017
Société d'habitation du Québec (SHQ)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

P) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 16

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, ET CE, PAR DIRECTION :

- A) Le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;**
- B) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines*;**
- C) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées;**
- D) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

- A) Le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- B) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines* :

9

- C) Voir réponse A) pour 2015-2016.

- D) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :

0

QUESTION 17

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2015-2016 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A) L'emplacement de la location;
- B) La superficie totale pour chaque local loué;
- C) La superficie totale réellement occupée;
- D) La superficie inoccupée;
- E) Le coût de location au mètre carré;
- F) Le coût total de ladite location;
- G) Les coûts d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- H) La durée du bail;
- I) Le propriétaire de l'espace loué;
- J) Les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

EXERCICE 2015-2016

A) Emplacements de la location	B) Superficie du local loué	F) Coût annuel	G) Coût d'aménagement et/ou de rénovations réalisés *
1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau, 1 ^{er} , 3 ^e et 4 ^e étage Québec	8 835,58 m ²	1 874 495,04 \$	12 412,09 \$
500, boul. René-Lévesque Ouest, 5 ^e étage Montréal	1 853,68 m ²	646 482,72 \$	14 653,94 \$
1001, avenue de Vitré Québec	694,36 m ²	74 469,84 \$	0 \$

H) Les locaux occupés sont loués, selon entente de renouvellement annuel, auprès de la Société québécoise des infrastructures.

I) Les espaces occupés à Québec appartiennent à la Société québécoise des infrastructures. Les espaces occupés à Montréal, fournis à la SHQ par la Société québécoise des infrastructures, appartiennent à Alfid services Immobiliers Ltée.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

* Données au 29 février 2016.

QUESTION 18

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2015-2016, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :

- A) La ou les dates des travaux;**
- B) Les coûts;**
- C) Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

En 2015-2016, uniquement des travaux de réfection de peinture des bureaux de la haute direction ont été effectués au coût de 2 606,78 \$.

QUESTION 19

LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2015-2016, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- A) La date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;**
- B) Le titre de la fonction;**
- C) L'adresse du port d'attache;**
- D) Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;**
- E) La prime de départ versée, le cas échéant;**
- F) Le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;**
- G) La liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;**
- H) La description de tâches;**
- I) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;**
- J) Le nombre total d'employés au cabinet;**
- K) La masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;**
- L) Le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;**
- M) S'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 20

LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2015-2016 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A) Le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- B) La circonscription électorale;
- C) Le montant attribué;
- D) Le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

ORGANISMES / PERSONNES BÉNÉFICIAIRES	MONTANTS
1. Fondation de l'Office municipal d'habitation de Montréal	500 \$
2. Réseau Solidarité Itinérance du Québec (RSIQ)	10 000 \$
3. Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (PECH)	150 \$
4. Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC)	15 000 \$
5. Multi-Boulot	25 000 \$
6. Comité Entraide / Secteurs public et parapublic	500 \$
7. Centre Jacques-Cartier	200 \$
8. Réseau québécois de développement social	8 000 \$
9. Coalition d'aide aux victimes de la pyrrhotite (CAVP)	30 000 \$

Données au 29 février 2016.

QUESTION 21

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- A) Le nom de la personne;
- B) Le poste occupé;
- C) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- D) L'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- E) La date de l'assignation hors structure;
- F) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 22

LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

- A) Le poste initial;**
- B) Le salaire;**
- C) Le poste actuel, s'il y a lieu;**
- D) La date de la mise en disponibilité;**
- E) Les prévisions pour 2016-2017.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 23

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :

- A) Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- B) Prévisions pour 2016-2017;**
- C) Par catégorie d'âge.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 24

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- A) Le nom de la personne;**
- B) Le poste occupé et le nom de l'organisme;**
- C) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**
- D) L'assignation initiale;**
- E) L'assignation actuelle;**
- F) La date de l'assignation hors structure;**
- G) La date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 25

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2015-2016, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A) Le coût de chacun;
- B) Le fournisseur;
- C) La nature du service.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

Description	2015-2016	
	Nombre	Montant (\$)
01Net	2	251,48
Above & Beyond : Canada's arctic journal	1	30,00
Accès à l'information et protection des renseignements	1	1 758,50
Accès à l'information, Loi annotée	2	687,75
Accesazim	1	499,55
Actualité, L'	1	38,95
Actualités habitat	1	688,00
Affaires, Les	1	59,95
Architect	1	94,61
Architectural record	1	94,92
Architecture d'aujourd'hui	1	207,27
ARQ – Architecture Québec	2	100,00
Bâti Vert	1	18,00
Bel âge	1	21,95
Bulletin Droit immobilier	1	112,00
Cahiers techniques du bâtiment	1	260,12
Canadian Architect	1	54,95
Canadian Journal of Urban Research	1	110,00
Code civil du Québec – Code procédures civiles, Code municipal et Lois connexes – Lois sur Les cités et villes	1	1 330,00
Communiqué de presse mensuel des statistiques SIA-MLS	1	400,00
Continuité	1	36,00
Courrier international	1	217,44
Courrier parlementaire	1	1 950,00
Devex	1	1 109,43
Droit du travail en ligne	1	2 306,73
Droit municipal – Principes généraux et contentieux	1	1 351,00
Espaces et sociétés	1	106,85
Fine Homebuilding	1	53,19
Formes	1	23,49
Gestion : revue internationale de gestion	1	53,00
Housing policy debate	1	994,52

Description	2015-2016	
	Nombre	Montant (\$)
Interceptum	1	1 400,00
Intérieurs	1	45,00
International journal of housing policy	1	1 177,57
Itinéraire, L'	1	108,00
Journal of the American Planning Association	1	230,00
Journaux divers (Le Soleil, Journal de Québec, La Presse, The Globe and Mail, The Gazette, Le Devoir)		3 784,21
Kaléidoscope	1	30,45
La Référence en droit civil et droit Québec	1	1 705,00
Légis Québec	1	66,00
Le Petit Robert	1	25,69
Manuel CPA Canada	1	297,00
Normes ouvrages routiers	1	66,82
Nouvelles pratiques sociales	1	60,00
Nunatsiaq News	1	85,71
PC Magazine	1	24,96
PC World	1	19,77
Québec habitation	1	39,12
Repère	1	515,00
Répertoire des médias du Canada	1	600,00
Répertoire des municipalités du Québec (mises à jour)	1	150,00
Société par actions au Québec et Corporation SBL au Québec	1	830,00
Toujours au front	1	15,00
Tu bâtis, je rénove – Je vais construire	1	102,36
Urbanisme	1	261,96
Vie et vieillissement	1	90,00
Virage	1	10,49
Wood Design & Building	1	19,95

QUESTION 26

LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

Aucune dépense n'a été effectuée par la SHQ pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges ou pour devenir membre d'un club privé ou autre, en 2015-2016.

Données au 29 février 2016.

QUESTION 27

POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A) Le nom du site Web;
- B) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- C) Les coûts de construction du site;
- D) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- E) Les coûts de modernisation et de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- F) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- G) La fréquence moyenne de mise à jour;
- H) Le responsable du contenu sur le site.

A) Le nom du site Web :

Site Internet de la SHQ www.habitation.gouv.qc.ca.

Magazine Web de la SHQ Espace Habitat www.espacehabitat.gouv.qc.ca.

B) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :

Site Internet : Infoglobe, Zengo, Daniel Lafrenière inc., la Direction des ressources informationnelles et la Direction des communications (date de lancement après la refonte : 10 novembre 2011).

Espace Habitat : Unikmédia et la Direction des communications (date de mise en ligne : 1^{er} octobre 2012).

C) Les coûts de construction du site :

Site Internet : Le site n'a nécessité aucun investissement en 2015-2016.

Espace Habitat : Le site n'a nécessité aucun investissement en 2015-2016.

D) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Site Internet : L'hébergement, l'entretien et la mise à jour du site sont faits à l'interne.

Espace Habitat : Il n'y a eu aucuns frais d'entretien à l'externe pour le magazine. Pour la période d'avril 2015 à février 2016, l'hébergement est assuré à l'externe au coût de 329,45 \$.

E) Les coûts de modernisation et de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Aucune refonte ou modernisation n'a été effectuée en 2015-2016.

F) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits ») :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G) La fréquence moyenne de mise à jour :

Site Internet : Le site Internet est mis à jour sur une base journalière.

Espace Habitat : Le magazine Web est mis à jour sur une base hebdomadaire.

H) Le responsable du contenu sur le site :

Site Internet : La Direction des communications de la SHQ est responsable du contenu du site.

Espace Habitat : La Direction des communications de la SHQ est responsable du contenu du site.

QUESTION 28

NOMINATIONS, POUR 2015-2016 DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

- A) La liste;
- B) Le nom de la personne;
- C) Les mandats de chacune de ces personnes;
- D) Le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- E) Le résultat du travail effectué;
- F) Les échéances prévues;
- G) Les sommes impliquées.

Aucune nomination.

QUESTION 29

POUR 2015-2016, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 30

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2014-2015 ET 2015-2016 :

- A) Les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;**
- B) Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- C) Le nombre total de demandes reçues;**
- D) Le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);**
- E) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- F) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;**
- G) Le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016.

Les documents ayant fait l'objet de demandes d'accès à l'information sont déposés dans la section *Accès à l'information* du site Web de la SHQ.

QUESTION 31

LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIEES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2015-2016 :

- A) Le coût (déplacements, etc.);**
- B) Le nombre de ressources affectées;**
- C) Le nombre de rencontres;**
- D) Le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**
- E) L'objet;**
- F) Les dates.**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la SHQ.

QUESTION 32

LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 33

LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2015-2016 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

QUESTION 34

LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 35

L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROIT, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2015-2016.

QUESTION 36

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 37

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2015-2016, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 ET 2017-2018, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTES OU AUTRES LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

Programmes à frais partagés	Prévisions 2015-2016 Revenus fédéraux (SCHL ¹) (en milliers \$)
Logements à but non lucratif - Volet Public Régulier	246 814
Logements à but non lucratif - Volet Public Inuit	40 291
Logements à but non lucratif - Volet Privé Autochtones (urbains et ruraux)	11 205
Logements à but non lucratif - Volet Privé Régulier et spécial	29 894
Supplément au loyer	21 111
Allocation logement	36 571
AccèsLogis Québec	22 486
Frais d'administration de la SHQ	5 996

1. Société canadienne d'hypothèques et de logement

QUESTION 38

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

Le montant total des bonis versés pour l'année 2015-2016 est de 89 596,30 \$.

QUESTION 39

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

Du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016, une allocation de départ a été versée à un administrateur d'État au montant de 81 968 \$.

QUESTION 40

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 41

POUR 2015-2016, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE? POUR CHAQUE PERSONNE :

- A) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- B) Fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION 42

POUR 2015-2016, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS? POUR CHAQUE PERSONNE :

- A) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- B) Fournir la liste des salaires versés.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

QUESTION 43

LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

Aucun comité n'a été formé.

QUESTION 44

POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 45

COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2016-2017. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2015-2016, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2016-2017, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 46

LISTE DES SITUATIONS EN 2014-2015 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 47

INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 48

NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour l'année 2015-2016 seulement.

QUESTION 49

VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2015-2016 ET PRÉVISION POUR 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour l'année 2015-2016 seulement.

QUESTION 50

NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

QUESTION 51

**VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME
POUR 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

QUESTION 52

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES
FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert).

QUESTION 53

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES
FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles).

QUESTION 54

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMME FINANCÉS
PAR LE FONDS DU PLAN NORD.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

QUESTION 55

PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT TOTAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2015-2016 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS SANS ÊTRE AUTORISÉS DIRECTEMENT PAR LES SOUS-MINISTRES OU LES DIRIGEANTS D'ORGANISMES PUBLICS, MAIS PLUTÔT À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME ET LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DE POUVOIR.

FOURNIR LA LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :

- A) Le nombre d'autorisations;**
- B) Le nom du professionnel ou de la firme touché(e);**
- C) Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;**
- D) Le montant accordé;**
- E) Le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;**
- F) Les motifs de la demande;**
- G) Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.**

INDIQUER SI OUI OU NON LES MINISTÈRES OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LES BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION 56

CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES), ET CE, POUR 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 :

- A) La dépense totale (opération et capital);**
- B) Les grands dossiers en cours;**
- C) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;**
- D) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.**

A) La dépense totale (opération et capital) :

2015-2016 : Opération :	4 977 817 \$
Capital :	<u>4 308 071 \$</u>
Total :	9 285 888 \$

B) Les grands dossiers en cours :

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>).

C) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques :

Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

D) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :

Veuillez-vous référer à la réponse de la question 11.

QUESTION 57

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :

- A) La masse salariale;**
- B) Les indemnités de retraite, s'il y a lieu.**

A) La masse salariale :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

B) Les indemnités de retraite, s'il y a lieu :

Aucune indemnité de retraite n'a été versée en 2015-2016.

QUESTION 58

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): LE TAUX D'ABSENTÉISME.

Veillez-vous référer aux réponses aux sous-questions c) et f) de la question 15.

QUESTION 59

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE:

- A) Du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;**
- B) Du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;**
- C) D'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;**
- D) De la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.**

FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 60

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES ET/OU AMORCÉES EN 2015-2016 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

L'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016.

QUESTION 61

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2014-2015 ET 2015-2016 EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A) Le sujet;**
- B) La ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;**
- C) Les coûts reliés à sa réalisation;**
- D) Le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.**

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

QUESTION 62

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :

- A) La dépense totale relative au paiement des cotisations;**
- B) La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;**
- C) La liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.**

A) La dépense totale relative au paiement des cotisations :

2015-2016 : 14 908,93 \$

B) La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation :

- Chambre des notaires du Québec
- Barreau du Québec

C) La liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

